

L'Insee devrait annoncer ce mardi 28 mars que la dette française approche la barre symbolique des 3 000 milliards d'euros.

La France se finance toujours sans difficultés sur les marchés, mais la hausse des taux d'intérêt annonce des jours plus difficiles.

Avec la réforme des retraites, le gouvernement veut démontrer qu'il sait lutter contre les déficits, notamment pour conserver la confiance de ses créanciers.

La lente et régulière dérive de la dette

— L'endettement de la France devrait s'approcher les 3 000 milliards d'euros, selon des chiffres dévoilés par l'Insee ce mardi 28 mars.

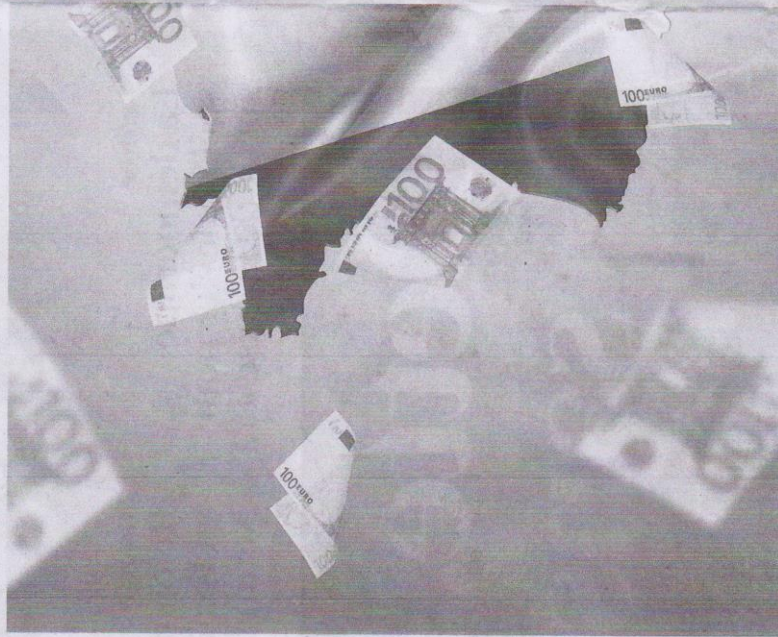
— Cette somme comprend les dettes de l'État, des collectivités locales et de la Sécurité sociale.

— Mais la hausse actuelle des taux d'intérêt rend la gestion de cette dette de plus en plus difficile.

— Comment en est-on arrivé là ?

Il est des records qu'on préférerait ne pas battre. Comme celui de l'endettement du pays, que devrait annoncer l'Insee ce mardi 28 mars : selon l'institut, le seuil symbolique et vertigineux des 3 000 milliards d'euros de dette devrait pour la première fois avoir été approché ou même franchi à la fin 2022. Le résultat d'une accumulation de déficits publics, alors que « *le budget de l'État est dans le rouge depuis 1973* », rappelle Jacques Le Cacheux, de

l'université de Pau. Certaines années, le déficit vient de l'effet ci-seau d'une crise : le gouvernement augmente les dépenses publiques pour soutenir l'activité, tout en encaissant moins de recettes fiscales en raison du ralentissement de l'activité. Ainsi, le quinquennat de Nicolas Sarkozy, marqué par la crise financière de 2008, s'est achevé avec 600 milliards d'euros de dette supplémentaires. Le premier mandat d'Emmanuel Macron en a lui ajouté 660 milliards, en lien avec le Covid. « *Le problème, commente l'expert François Ecalle, fondateur de Fipeco, c'est qu'en France,*



le déficit réflue difficilement quand la situation se redresse. Au mieux, on parvient à stabiliser la dette, pas à la diminuer. » Un état de fait confirmé par le « *solde structurel* », qui ne tient pas compte des dépenses exceptionnelles liées à une crise, et qui s'avère lui aussi négatif, à 4 % du PIB d'après l'OCDE. « *Et il ne s'améliore pas au fil des ans,* relève François Ecalle. *Sur la durée, ce sont les dépenses de fonctionnement qui augmentent — traitements des*

— **Quel est l'effet de l'actuelle hausse des taux ?**

La gestion de la dette devient beaucoup plus compliquée quand les taux montent. Or avec ●●●

bat, fragilisant leur

tance des actions auprès des femmes et leur entourage. *Érêt des entretiens néels*, note Adrien ent du Collège nas-femmes. *Il s'agit e mode de vie le plus tur bébé car on sait interférence sur la* » Philippe Gillard, bstétricien au CHU pelle que 10 % des tes ont des troubles 5% font une dépres-

rtum. *oir repérer et préve- és dans le lien entre ts avant, pendant et sse*, relève celui qui : une unité médico- en périnatalité pour ntes les plus vulné- des soins adaptés. *nt la prise en charge mmes enceintes pour ortalité maternelle et i parfois dépossédé les e expérience si parti- l'attente et l'arrivée*

lie Lancelin-Huin, on d'une prise en charge e » de cette « odyssée n d'un être de chair ». it pas dire, pour aut serait joué avant la l ne s'agit surtout pas r les mères », précise- curité affective reçue rossesse donne certes ide confiance dans la n n'est jamais figé », isabeth Georgeault. rs roses de son cabi- èlle et Axel savourent furtifs avec leur futur *zvait fait beaucoup de fille aînée*, jugent-ils. *ture tranquille, même onfie à une nounou.* »

neux

a vie commence nce. Les Secrets ro, Josette Lyon.

mitiés se nouent



... le retour de l'inflation, la Banque centrale européenne a engagé une hausse des taux qui semble durable. Il devient donc plus cher d'emprunter, ce qui accroît la charge de la dette. Le montant versé l'an dernier pour rembourser les seuls intérêts de nos emprunts s'est élevé à 51 milliards d'euros ! Soit le deuxième poste budgétaire de l'État, après l'éducation nationale. Une facture qui a quasiment doublé en deux ans (elle était de 23 milliards en 2020).

« On a longtemps vécu avec l'idée que les taux d'intérêt seraient durablement bas », constate Christopher Dembik, économiste en chef de Saxo Bank. Avec des

Chaque hausse des taux d'intérêt d'un point de pourcentage gonfle la facture de 17 milliards d'euros.

taux orientés à la baisse, la hausse de l'endettement apparaissait indolore. Ainsi, pendant quelques années, les intérêts diminuaient d'un exercice sur l'autre, alors que la dette, elle, augmentait. Le retournement actuel est donc brutal, et douloureux. D'autant que ce n'est sans doute pas terminé : chaque hausse des taux d'un point de pourcentage gonfle la facture de 17 milliards d'euros... Il faut donc souhaiter que la poussée inflationniste – même si elle contribue

à éroder la valeur réelle de la dette – puisse être rapidement maîtrisée, pour que les taux restent stables voire baissent à nouveau.

— La France risque-t-elle de devenir une cible sur les marchés ?

La dette française reste un investissement sûr, souligne toutefois Christopher Dembik, « la preuve, les investisseurs japonais, réputés particulièrement prudents, sont toujours acheteurs ». De fait, aux yeux des investisseurs, la situation budgétaire française reste gérable. Ils ne demandent pas de prime de risque élevée. Mais il vaut mieux ne pas laisser le doute s'installer car les retournements peuvent être violents.

La Grande-Bretagne s'en est rendu compte en septembre dernier : il a suffi que la nouvelle première ministre, Liz Truss, annonce des baisses d'impôts au bénéfice des plus riches pour déclencher une tempête. Les investisseurs ont considéré que la mesure était irréaliste et les taux des obligations britanniques se sont immédiatement envolés, obligeant Liz Truss à retirer son projet, puis céder sa place.

Conservé la confiance des marchés est donc une priorité pour Paris. « Toute la difficulté, pour la France, est qu'elle doit démontrer sa capacité à réduire son déficit à moyen terme, alors qu'elle n'a jamais réussi par le passé à maîtriser la hausse de ses dépenses », observe Philippe Gudin, économiste senior chez Barclays Bank. Comme le gou-

ver à Bruxelles au mois de juillet son programme de stabilité et son programme national de réformes », explique Philippe Gudin. Le premier indique la trajectoire voulue à moyen terme pour les finances publiques et le second, les objectifs à atteindre pour bénéficier des fonds européens. « C'est là où on verra si la France est crédible », poursuit l'économiste de Barclays Bank. L'évolution du taux d'intérêt appliqué à la dette française dira immédiatement si le gouvernement a été cru.

— Quelles pistes pour réduire le déficit et la dette ?

Certains mettent l'accent sur la maîtrise des dépenses publiques via le non-remplacement de tous les fonctionnaires partis en retraite, le gel du point d'indice, ou des réformes. Celle des retraites doit déboucher, d'après le gouvernement, sur 13 milliards d'euros d'économies par an à partir de 2030. Mais l'actualité prouve la difficulté de l'exercice, sans oublier le vieillissement de la population, qui conduit à une hausse mécanique des dépenses de santé notamment.

L'exercice est si délicat que les assises des finances publiques annoncées en début d'année par Bruno Le Maire ont été repoussées à deux reprises, et sont désormais prévues « avant l'été ». Pour Agnès Verdier Molinié, qui dirige l'institut libéral Ifrap, « une maîtrise des dépenses implique d'accorder de vrais moyens de contrôle au Parlement ». Une autre piste passe à ses yeux « par une décentralisation réelle, avec une réorganisation des missions de l'État et des collectivités locales, pour éliminer les doublons ».

D'autres insistent sur une nécessaire hausse des recettes de l'État. « Non seulement on ne veut plus augmenter les impôts, mais plus, le président actuel les diminue depuis son premier mandat, déplore Jacques Le Cacheux. Il faut que l'on assume des augmentations d'imposition en ciblant ceux qui ont les moyens. »

Il y a enfin ceux qui comptent sur la croissance pour faire rentrer des recettes supplémentaires dans les caisses de l'État. Mais ficelle est connue : tous les gouvernements surestiment leurs prévisions quand ils construisent les budgets. « Celui d'aujourd'hui n'échappe pas à la règle », point d'ailleurs François Ecalle. Comparée au reste de la zone euro la France est dans le peloton des pays les plus endettés : elle n'est dépassée que par l'Espagne (111 du PIB), le Portugal (120%), l'Italie (147%) et la Grèce (178%).

Marie Dancer et Alain Guillem